

Le 25 novembre 2025

RAPPORT SUR LES ÉTATS COMPARATIFS DES REVENUS ET CHARGES POUR LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2025

Conformément à l'article 105.4 de la Loi sur les cités et villes (R.L.R.Q. c. C -19), le trésorier doit déposer deux (2) états comparatifs sur les revenus et charges de la municipalité. Ces résultats sont comparés, dans un premier temps, aux résultats de l'exercice précédent qui ont été réalisés au cours de la période correspondante. Dans un deuxième temps, les recettes et les charges réelles sont appréciées en regard des recettes et des charges prévisionnelles pour l'exercice complet.

Ainsi, au 30 septembre 2025, les revenus totaux s'élèvent à 119 913 645 \$, soit 91 % du budget total au chapitre des recettes pour l'exercice 2025. Pour cette même période, les charges de fonctionnement engagées atteignent 113 490 581 \$, soit 83 % du montant total des prévisions budgétaires, y compris des remboursements en capital de 2 931 000 \$ sur la dette à long terme.

Les faits saillants de ces résultats sont les suivants :

Revenus

Au 30 septembre 2025, les recettes de taxes foncières totalisent 105 335 867 \$ comparativement à un budget de 111 116 484 \$. La réception de certificats d'évaluation d'ici la fin de l'année, tenant compte des rénovations d'immeubles et des nouvelles constructions, fera varier le montant de ces revenus.

Il est important de préciser que l'évaluation des immeubles du secteur Royalmount est toujours en cours de réalisation par la Direction de l'évaluation foncière de Montréal. Une fois les travaux complétés, les nouvelles valeurs foncières seront appliquées rétroactivement à la date de presque-achèvement des projets concernés.

Ce projet d'envergure pour la Ville de Mont-Royal générera des revenus additionnels en taxes foncières. Toutefois, puisque les certificats d'évaluation n'ont pas encore été émis, il n'est pas encore possible d'en quantifier précisément l'impact financier pour 2025. Une estimation prudente, fondée sur la valeur des permis de construction délivrés pour ce projet, a néanmoins été intégrée aux prévisions financières de 2025 afin d'en tenir compte.

Les revenus perçus pour la tarification d'eau et des piscines au 30 septembre 2025 sont de 848 738 \$ comparativement à un budget de 3 008 400 \$. Ces revenus représentent la première facturation de la consommation d'eau des entreprises et de la compensation pour les piscines. La facturation aux contribuables du secteur résidentiel ainsi que la deuxième facturation, aux entreprises, sera émise en décembre 2025.

Par ailleurs, les recettes découlant des droits sur les mutations immobilières totalisent 5 447 711 \$ au 30 septembre 2025, alors que le budget annuel prévu est de 6 200 000 \$. Durant cette période, cent-quatre-vingts (180 actes) de vente ont généré des droits de mutation, comparativement à cent-trente-deux (132) à la même date en 2024.

Les revenus provenant de l'émission des permis atteignent 1 319 711 \$ au 30 septembre 2025, pour un budget annuel de 1 860 000 \$. En tenant compte des demandes présentement à l'étude, les revenus de permis devraient atteindre 1 630 300 \$ d'ici la fin de l'exercice financier.

Enfin, les recettes du service des Loisirs et de la bibliothèque totalisent 1 610 866 \$, comparativement à un budget annuel de 2 089 000 \$. Ainsi, au 30 septembre 2025, 77 % du budget de revenus du service des Loisirs a été réalisé. À titre comparatif, les recettes s'élevaient à 1 748 455 \$ à la même période l'an dernier.

Charges

Au 30 septembre 2025, les charges de fonctionnement, exception faite du remboursement en capital de la dette à long terme, s'établissent à 110 559 581 \$ comparativement à 104 726 095 \$ pour la même période en 2024.

Cette différence s'explique principalement par l'augmentation de la quote-part versée à l'agglomération de Montréal, ainsi que par l'augmentation des dépenses liées aux services des travaux publics, à l'administration générale et à la sécurité publique.

Dette

Au 30 septembre 2025, la dette à long terme de la Ville s'élève à 55 301 000 \$. En tenant compte du remboursement en capital prévu d'ici la fin de l'exercice ainsi que du nouveau financement à être contracté, la dette à long terme au 31 décembre 2025 est estimée à 71 600 000 \$, se détaillant comme suit :

Dette à long terme au 31 décembre 2024	58 232 000 \$
• Remboursement en capital du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2025	(2 931 000) \$
Dette à long terme au 30 septembre 2025	55 301 000 \$
• Remboursement en capital en novembre 2025	(79 000) \$
• Nouvelle émission d'obligations (nouvel argent)	16 378 000 \$
Dette à long terme au 31 décembre 2025	71 600 000 \$

L'augmentation de la dette à long terme découle principalement de la mise en place et de la concrétisation d'une partie des financements associés aux grands projets d'immobilisations, soit la construction du Centre sportif et communautaire, l'édification du nouvel immeuble destiné à regrouper les services de la sécurité publique, de l'urbanisme, du génie et de la caserne d'incendie, la réfection des passerelles Russell et Montgomery, la réparation du viaduc Côte-de-Liesse, la réfection des rues et trottoirs, ainsi que les travaux liés aux ouvrages de rétention des eaux pluviales.

Les prévisions financières anticipées pour l'exercice complet à l'égard des revenus et des charges de fonctionnement sont présentées aux états comparatifs sur les revenus et charges ci-joint.



Nathalie Rhéaume, CPA
Trésorière et directrice des Ressources matérielles

ÉTAT COMPARATIF DES REVENUS ET CHARGES
Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2025

	Réel au 30 septembre 2025 (9 mois)	Réel au 30 septembre 2024 (9 mois)	Variation 30 septembre 2025 versus 30 septembre 2024
	\$	\$	\$
Revenus			
Taxes et tarification	106 725 358	104 230 087	2 495 271
Paiements tenant lieu de taxes	723 247	682 149	41 098
Services rendus aux organismes municipaux	-	9 090	(9 090)
Autres revenus de sources locales	10 801 202	12 238 225	(1 437 023)
Revenus de source gouvernementale	1 663 838	1 112 590	551 248
	119 913 645	118 272 141	1 641 504
Charges de fonctionnement			
Administration générale	7 835 352	7 249 147	586 205
Administration - Entente administrative projet Royalmount	-	39 808	(39 808)
Sécurité publique	3 055 435	2 663 585	391 850
Transport	7 454 309	6 248 272	1 206 037
Hygiène du milieu	3 547 095	3 035 312	511 783
Santé et bien-être	307 658	292 935	14 723
Aménagement, urbanisme et développement	1 107 917	1 145 553	(37 636)
Loisirs et culture	12 402 049	11 927 284	474 765
Frais de financement	1 292 013	924 572	367 441
Quote-part de la Communauté métropolitaine de Montréal	934 841	913 923	20 918
Quote-part à l'Agglomération de Montréal	72 622 912	70 285 704	2 337 208
	110 559 581	104 726 095	5 833 486
Autres activités financières			
Remboursement en capital - Dette à long terme	2 931 000	3 689 800	(758 800)
	2 931 000	3 689 800	(758 800)
Total des charges de fonctionnement et autres activités financières	113 490 581	108 415 895	5 074 686
Excédent (déficit) des activités financières avant affectations	6 423 064	9 856 246	(3 433 182)
Affectation			
Excédent accumulé affecté ou non affecté	3 590 000	4 320 000	(730 000)
Réserves financières et fonds réservés	(530 753)	1 274 800	(1 805 553)
	3 059 247	5 594 800	(2 535 553)
Excédent (déficit) des activités financières	9 482 311	15 451 046	(5 968 735)

ÉTAT DES REVENUS ET CHARGES

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2025

	Budget 2025	Réel au 30 septembre 2025	Prévision 2025	Variation Budget versus réel au 30 septembre 2025	Pourcentage de réalisation au 30 septembre 2025
	\$	\$	\$	\$	%
Revenus					
Taxes et tarification	114 665 584	106 725 358	116 798 300	(7 940 226)	93.08%
Paielements tenant lieu de taxes	763 916	723 247	764 000	(40 669)	94.68%
Services aux organismes municipaux	1 205 800	-	30 000	(1 205 800)	0.00%
Autres revenus de sources locales	13 239 200	10 801 202	14 116 021	(2 437 998)	81.59%
Transferts du gouvernement	2 469 800	1 663 838	2 547 693	(805 962)	67.37%
SOUS-TOTAL des revenus avant contribution des promoteurs	132 344 300	119 913 645	134 256 014	(12 430 655)	90.61%
Autres revenus contribution des promoteurs	45 000	-	-	(45 000)	0.00%
TOTAL DES REVENUS	132 389 300	119 913 645	134 256 014	(12 475 655)	90.58%
Dépenses de fonctionnement					
Administration générale	12 537 500	7 835 352	11 489 580	(4 702 148)	62.50%
Sécurité publique	4 531 500	3 055 435	4 351 430	(1 476 065)	67.43%
Transport ⁽¹⁾	11 012 840	7 454 309	10 629 270	(3 558 531)	67.69%
Hygiène du milieu ⁽¹⁾	7 141 410	3 547 095	5 687 400	(3 594 315)	49.67%
Santé et bien-être	495 900	307 658	436 200	(188 242)	62.04%
Aménagement, urbanisme et développement	1 954 100	1 107 917	1 574 800	(846 183)	56.70%
Loisirs et culture ⁽¹⁾	18 689 150	12 402 049	18 160 207	(6 287 101)	66.36%
Frais de financement	2 535 400	1 292 013	2 355 500	(1 243 387)	50.96%
Remboursement en capital - Dette à long terme	3 583 200	2 931 000	3 010 000	(652 200)	81.80%
Charge - amortissement OMHSI	57 500	-	57 500	(57 500)	0.00%
SOUS-TOTAL dépenses locales avant dépenses recouvrées des promoteurs	62 538 500	39 932 828	57 751 887	(22 605 672)	63.85%
Administration - Entente administrative Projet Royalmount	45 000	-	-	(45 000)	0.00%
SOUS-TOTAL dépenses locales	62 583 500	39 932 828	57 751 887	(22 650 672)	63.81%
Quote-part à la Communauté métropolitaine de Montréal	937 400	934 841	934 841	(2 559)	99.73%
Quote-part à l'Agglomération de Montréal	71 397 900	71 397 226	71 459 873	(674)	100.00%
Contribution à la Ville de Montréal - centre- ville	1 225 700	1 225 686	1 225 686	(14)	100.00%
SOUS-TOTAL quotes-parts	73 561 000	73 557 753	73 620 400	(3 247)	100.00%
Total des dépenses de fonctionnement et autres activités financières	136 144 500	113 490 581	131 372 287	(22 653 919)	83.36%
Surplus (déficit) des activités financières avant affectations	(3 755 200)	6 423 064	2 883 727	10 178 264	-
Affectations					
Surplus accumulé non affecté ou affecté	3 643 000	3 590 000	3 590 000	(53 000)	98.55%
Réserves financières et fonds réservés	229 500	(530 753)	(714 100)	(760 253)	-231.26%
Amortissement - OMHSI	(117 300)	-	(117 300)	117 300	0.00%
TOTAL	3 755 200	3 059 247	2 758 600	(695 953)	81.47%
ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE	-	9 482 311	5 642 327	9 482 311	-

⁽¹⁾ Les dépenses d'administration des services du génie, des travaux publics et des loisirs font l'objet d'une répartition administrative.